

PHILIPPINES: ESCALADE DES ATTAQUES CONTRE LES AVOCATS

17 Septembre 2019 - Nous, les organisations, avocats et membres des professions juridiques soussignés, exprimons notre profonde préoccupation face aux attaques croissantes contre les avocats aux Philippines et à l'environnement de travail oppressif auquel ils sont confrontés depuis le début de l'administration du président Duterte. Nous appelons le gouvernement Duterte à protéger de manière adéquate la sécurité et l'indépendance des avocats et à mettre fin à la culture d'impunité dans laquelle ces attaques se produisent.

Assassinats extrajudiciaires et harcèlement d'avocats

Depuis l'entrée en fonction du président Duterte le 30 juin 2016, le nombre et l'intensité des attaques à l'encontre d'avocats ont considérablement augmenté. Au moins 40 avocats et procureurs ont été tués entre juillet 2016 et le 29 juillet 2019, dont [24 avocats en exercice](#). Les avocats sont également harcelés et intimidés. Ils sont soumis à des menaces (de mort), à une surveillance, à un étiquetage et à d'autres formes d'attaques. En outre, au moins cinq juges et juges à la retraite ont été assassinés depuis juillet 2016, ce qui porte le nombre total de professionnels du droit tués de manière extrajudiciaire aux Philippines à [au moins 46](#) au cours de la même période. Sept juristes ont survécu à des attaques visant leur vie.

Les avocats en danger

La plupart des assassinats et des attaques contre les avocats ont eu lieu dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions professionnelles ou sont apparemment liés à leur profession. Les avocats représentant des personnes accusées de crimes liés au terrorisme ou à la drogue, ou critiquant la politique ou le comportement du gouvernement, tels que les journalistes, les dirigeants de l'opposition politique et les défenseurs des droits de l'homme sont particulièrement exposés. Les avocats assurant une représentation juridique dans des affaires très médiatisées ayant un impact sur des intérêts établis, tels que la réforme agraire, ou les avocats prenant part au débat public sur des questions relatives aux droits de l'homme, sont également victimes de représailles.

Graves implications des menaces et de l'étiquetage

La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, a récemment [noté](#) que de hauts responsables du gouvernement philippin avaient menacé des avocats et d'autres personnes qui s'étaient exprimés contre les politiques de l'administration. Elle a ajouté que cela "crée un risque très réel de violence contre eux et une atteinte à l'État de droit, ainsi qu'au droit à la liberté d'expression ».

Avant d'être agressés, certains avocats ont été qualifiés de « communistes » ou de « terroristes » par des agents de l'État. La pratique de l'étiquetage (c'est-à-dire la classification des personnes comme « ennemi de l'État » ou similaire) combinée à la culture de l'impunité a été [identifiée](#) par les missions d'enquête nationales et internationales comme l'une des principales causes des exécutions extrajudiciaires perpétrées aux Philippines dans le passé et qui continue à exister sans relâche.

Forte détérioration des droits de l'homme

Les attaques contre des avocats, ainsi que des procureurs et des membres du système judiciaire, ainsi que l'assassinat extrajudiciaire d'autres défenseurs des droits de l'homme aux Philippines au cours des trois dernières années se sont déroulés dans le cadre de la

prétendue guerre contre la drogue lancée à travers le pays dans un climat apparent d'impunité institutionnelle.

Préoccupés par la forte détérioration de la situation des droits de l'homme, onze experts des droits de l'homme des Nations Unies ont, dans un communiqué de presse du 7 juin 2019, exhorté le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies à ouvrir une [enquête](#) indépendante sur les violations des droits de l'homme commises aux Philippines. « Au lieu d' [le gouvernement] envoyer un message fort que ces assassinats et ce harcèlement sont inacceptables, il y a une rhétorique croissante contre les voix indépendantes dans le pays et des actes d'intimidation et d'attaques continues contre des voix qui critiquent le gouvernement, y compris les médias indépendants, les défenseurs de droits de l'homme, avocats et journalistes ", ont déclaré les experts.

Culture de l'impunité

Les experts des Nations Unies ont également noté que « le gouvernement n'a montré aucun signe indiquant qu'il s'acquitterait de son obligation de mener rapidement des enquêtes approfondies sur ces affaires et de tenir les auteurs présumés responsables afin de rendre justice aux victimes et d'éviter que les violations ne se reproduisent. »

Conséquences

Les attaques et les exécutions extrajudiciaires d'avocats et l'impunité qui protège les auteurs compromettent la capacité des avocats de représenter efficacement leurs clients, ce qui rend les avocats [moins enclins](#) à travailler sur des affaires délicates et ce qui porte donc gravement atteinte au bon fonctionnement de l'État de droit, au respect du droit et à la protection adéquate des droits, y compris le droit à un recours et à un procès équitable.

Obligations internationales

Selon les [Principes de base des Nations Unies relatifs au rôle du barreau](#) (Principes de base), les États devraient veiller à ce que toutes les personnes relevant de leur juridiction aient un accès effectif et égal aux avocats de leur choix et à ce que ces derniers puissent exercer leurs fonctions professionnelles sans intimidation, entrave, harcèlement ou ingérence indue. Les Principes de base exigent que les avocats soient protégés de manière adéquate lorsque leur sécurité est menacée en raison de l'exercice de leurs obligations professionnelles légitimes, et ne soient pas identifiés à leurs clients ou aux causes de leurs clients. Les Principes de base affirment que les avocats, comme les autres citoyens, ont droit à la liberté d'expression et de réunion. L'obligation de respecter et de garantir ces libertés fait partie intégrante des obligations juridiques internationales des Philippines en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Recommandations

Au vu de ce qui précède, les organisations et personnes soussignées exhortent le gouvernement des Philippines à :

- Enquêter rapidement, efficacement, de manière approfondie et indépendante sur tous les meurtres extrajudiciaires et les attaques contre des avocats et autres juristes, dans le but d'identifier les responsables et de les traduire en justice dans le

cadre d'une procédure respectant les normes internationales en matière d'équité des procès.

- Prendre toutes les mesures raisonnables pour garantir la sécurité et l'intégrité physique des avocats, y compris par la mise en place de mesures de protection appropriées, en consultation avec les personnes concernées.
- Condamner systématiquement et publiquement toutes les formes de menaces et d'attaques dirigées contre les avocats, à tous les niveaux politiques et avec force, et
- Respecter pleinement les valeurs fondamentales de la profession juridique et créer une sensibilisation, notamment en attirant l'attention des parties prenantes concernées, en particulier des membres de l'exécutif, de la police et de l'armée, sur les Principes de base des Nations Unies sur le rôle du barreau.

Organizations

(In alphabetic order)



Advocaten zonder Grenzen (Netherlands)



**Association Européenne des Avocats -
European Association of Lawyers (AEA-
EAL)**



Afrika Judges and Jurists Forum (AJJF)



**Agora International Human Rights Group
(Russia)**



**Amsterdamse orde van Advocaten -
Amsterdam Bar Association (Netherlands)**



Arrested Lawyers Initiative (Turkey)



Asia Human Rights Commission (AHRC)



Asian Legal Resource Centre (ALRC)



**Association of Lawyers for Freedom
(ÖHD)**



Avocats Sans Frontières (ASF) (Belgium)



**Avocats Sans Frontières (ASF)
(Switzerland)**



**Bar Human rights Committee of England
and Wales (BHRC)**



Barcelona Bar Association



Barreau de Lyon (France)



Berlin Bar Association



**Cameroon Bar Association - Ordre des
Avocats au Barreau de Cameroun**



China Human Rights Lawyers Concern Group (CHRLCG)



Confederation of Lawyers of Asia and the Pacific

Confederation of Lawyers of Asia Pacific (COLAP)



Conseil National des Barreaux (CNB) - French National Bar



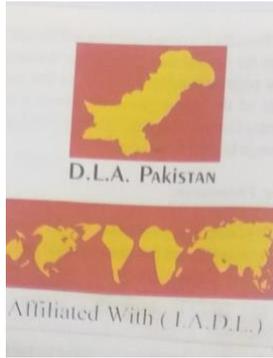
Council of Bar and Law Societies of Europe (CCBE)



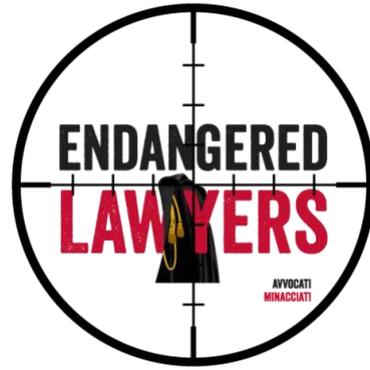
Croatian Bar Association (CBA)



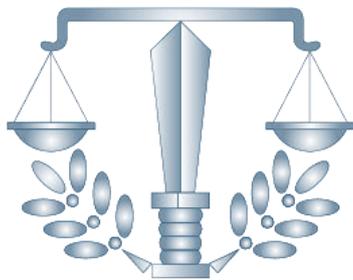
Défense sans Frontière - Avocats Solidaires (DSF AS)



Democratic Lawyers Association of Pakistan



Endangered Lawyers (Italy)

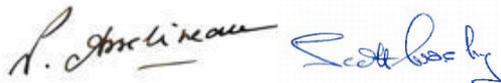


**EESTI ADVOKATUUR
ESTONIAN BAR ASSOCIATION**

Estonian Bar Association



European Association of Lawyers for Democracy and World Human Rights (ELD H)



European Criminal Bar Association (ECBA)

Vincent Asselineau, Chair
Scott Crosby, Human Rights Officer



European Democratic Lawyers (AED)



Fair Trial Watch (FTW) (Netherlands)

Orde van Vlaamse Balies 

www.advocaat.be

Flemish Bar Association (Belgium)



Foundation Day of the Endangered Lawyer (Netherlands)



Freedom House (United States)



Geneva Bar Association - l'Ordre des avocats de Genève



Deutscher **Anwalt** Verein

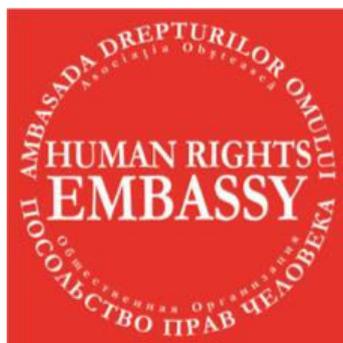
German Bar Association (DAV)
Edith Kindermann, President



**Haldane Society of Socialist Lawyers
(United Kingdom)**
Michael Goidd, Vice Chair



Hong Kong Bar Association (HKBA)
Mr. Philip Dykes, Chairman



Human Rights Embassy (Moldova)
Lela Metreveli, Executive Director



**Ilustre Colegio de Abogados de Lima Sur
(Peru)**
Dr. Vicente Paúl Espinoza Santillán,
President



Confederation of Lawyers of Asia and the Pacific



Indian Association of Lawyers (member of COLAB) **International Association of Democratic Lawyers (IADL)**



International Association of Lawyers (UIA)
Batonnier Issouf Baadhio, President



International Association of Peoples' Lawyers (IAPL)



INTERNATIONAL ASSOCIATION
OF YOUNG LAWYERS

International Association of Young Lawyers (AIJA)
Paola Fudakowska, President



Human Rights
Institute

International Bar Associations' Human Rights Institute (IBAHRI)



International Commission of Jurists (ICJ)



International Observatory for lawyers in Danger



Japan Lawyers International Solidarity Association (JALISA)



Judges for Judges (Netherlands)



l'Institut des droits de l'homme des Avocats européens (IDHAE)

Law Bureau of the Oppressed – Ezilenlerin Hukuk Bürosu (EHB)



Law Council
OF AUSTRALIA

Law Council of Australia
Mr. Arthur Moses SC, President



The Law Society
of England and Wales

Law Society of England and Wales



Law Society of Ontario (Canada)



Lawyers Association RAV (Germany)



Lawyers for Lawyers (Netherlands)
Irma van den Berg, President

Lawyers' Rights Watch Canada

Lawyers Rights Watch Canada (LRWC)



A handwritten signature in blue ink that reads "Ignas Végélé".

Le Barreau du Kasai Central (DR Congo)

Lithuanian Bar Association
Prof. dr. Ignas Végélé, Chairman of the Bar Council



Luxembourg Bar Association - Barreau de Luxembourg
Mr. François Kremer, President



Media and Law Studies Association
Medya ve Hukuk Çalışmaları Derneği

Media and Law Studies Association (MSLA) (Turkey)



MINBYUN - Lawyers for a Democratic Society of the Republic of Korea



**KRAJOWA IZBA
RADCÓW PRAWNYCH**

National Bar of Attorneys-at-Law in Poland - Krajowa Izba Radcow Prawnych



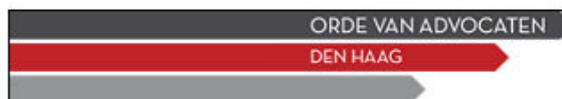
Nepal's Lawyers Association (NLA)



The Association of the Bar of the City of New York (United States)
Roger Juan Maldonado, President



New Zealand Law Society



Orde van Advocaten Den Haag - The Hague Bar Association (Netherlands)



Orde van Advocaten Noord-Nederland - Bar Association North Netherlands



Orde van Advocaten Overijssel – The Overijssel Bar Association (Netherlands)



Ordre des Avocats Vaudois (Suisse)

Paris Bar - Barreau de Paris (France)



**Polish Bar Council - Naczelna Rada
Adwokacka**
Prof. Piotr Kardas, Vice President



**ORDEM DOS
ADVOGADOS**
Portugese Bar Association
Mr. Guilherme de Figueiredo, President



Progressive Lawyers Association (PLA)



**Slovak Bar Association - Slovenská
advokátska komora**



**Solicitor's International Human Rights
Group (SIHRG) (United Kingdom)**



**Southern Africa Human Rights Defenders
Network**

**SOUTHERN AFRICA
LITIGATION CENTRE**

Southern Africa Litigation Centre



Spanish National Bar Association



**Surinaamse Orde van Advocaten –
Surinam Bar Association**



Swedish Bar Association
Mia Edwall Insulander, Secretary General



Thai Lawyers for Human Rights (Thailand)



**The Norwegian Bar Association, Human
Rights Committee**



Verona Bar Association (Italy)
Avv. Barbara Bissoli, President



Vietnamese Lawyers Association (VLA)



**Zimbabwe Lawyers for Human Rights
(ZLHR)**

***Individual signatures from members of the legal profession
(in alphabetic order of last name)***

Mr. Jalel Akram

Mr. George S. Akst, New York, NY, United States of America

Mr. Eric Alves de Souza, Geneva, Switzerland

Ms. Silvina Zhivkova Bakardzhieva, Varna, Bulgaria

Mr. Joël Beauchamp, Port-au-Prince, Haiti

Mr. Maxim Belinschi, Chisinau, Moldova

Mr. Vladimir Beljanski, Novi Sad, Serbia

Mr. Roudy Berthomieux, Port-au-Prince, Haiti

Ms. Stefania Besson, Turin, Italy

Ms. Laurence Bory, Geneva, Switzerland

Mr. Carl-Olof Bouveng, Stockholm, Sweden

Mr. Roberto Brizio, Turin, Italy

Mr. Aldo Bulgarelli, Verona, Italy

Mr. Sayma Syrenius Cephus

Ms. Nayla Charabaty, Jdeidet el-Matn, Lebanon

Mr. Hervé Chemouli, Paris, France

Ms. Marie-Christine Cimadevilla, Paris, France

Mr. Simon Curtis, London, United Kingdom

Mr. Pedro Da Silva Neves, Geneva, Switzerland

Mr. Corrado De Martini, Roma, Italy

Mr. Ryan Deane, London, United Kingdom

Mr. Dede Diangienda Biku, Kinshasa Matete, Democratic Republic of Congo

Mr. Waly Mamadi Diawara, Bamako, Mali

Ms. Angela Díaz-Bastien Vargas-Zúñiga, Madrid, Spain

Mr. Wanderley Romano Donadel, Uberlandia, Brazil

Dr. Agnès Christine Dormann, Bâle, Switzerland

Mr. Andreas Dracoulis, London, United Kingdom

Mr. Mahmoud El Hendawy, Alexandria, Egypt

Ms. Francesca Ferrario, Milan, Italy

Mr. Jun Fu, Guangzhou, Guangdong, The People's Republic of China (PRC)

Ms. Agnieszka Gasiorowska, Turin, Italy

Ms. Julie Goffin, Brussels, Belgium

Mr. Yasushi Higashizawa, Tokyo, Japan

Ms. Daniela Horvitz Lennon, Santiago, Chile

Mr. Dilman L. Hussen, Sulaymaniyah, Kurdistan, Iraq

Mr. Mathieu Jacques, Montreal, Québec, Canada

Mr. Charles Kignima, Abijan, Côte Ivoire

Mr. Peter Kun, Budapest, Hungary

Mr. Etienne Lesage, Paris, France

Mr. Gavin Llewellyn, London, United Kingdom

Ms. Camille Loup, Geneva, Switzerland

Ms. Jeanne Machado, Rio de Janeiro, Brazil

Mr. Federico Magliano, Turin, Italy

Mr. Roland Makigho Vega, Bamenda, Cameroon

Mr. Jorge Martí Moreno, Valencia, Spain

Mr. Jorge Molano, Bogota, Colombia

Mr. James C. Moore, Pittsford, NY, United States of America

Mr. Jonathan Morton, London, United Kingdom

Mr. Cedrick Mpiutu Nzenge, Kinshasa, Democratic Republic of Congo

Ms. Janice F. Mulligan, San Diego, CA, United States of America

Dr. Ulrich Münzer, Stuttgart, Germany

Ms. Catherine Yvette Njine, Yaoundé, Cameroon

Mr. Fulbert Nzalakanda, Pointe-Noire, Republic of Congo

Mr. Pedro Pais de Almeida, Lisbon, Portugal

Mr. José Pajares Echeverría, Zaragoza, Spain

Mr. Sergio Passoni, Turin, Italy

Ms. Isabel Peña Sastre, Barcelona, Spain

Mr. André Joël Petit-Homme, Petion-Ville, Haiti

Mr. Mohammed Rachidi, Casablanca, Morocco

Mr. Bradley Richards, London, United Kingdom

Dr. Mirko Roš, Geneva, Switzerland

Ms. Jacqueline R. Scott, Washington, DC, United States of America

Mr. Marc-André Séguin, Montreal, Canada

Mr. Andreas Silcher, London, United Kingdom

Mr. Howard S. Simmons, Brampton, Ontario, Canada

Mr. Avninder Singh, New Dehli, India

Mr. Rupinder Singh Suri, New Dehli, India

Mr. Nicola Stella, Turin, Italy

Ms. Sibylle Théard Mevs, Port-au-Prince, Haiti

Ms. Leslie K. L. Thiele, Albany, NY, United States of America

Mr. Abdelkader Tibri, Tenes, Algeria

Mr. Ţurcan Veaceslav, Chisinau, Moldava

Ms. Liudmila Ulyashyna, Oslo, Norway

Mr. Frank Van Vlaenderen, Ghent, Belgium

Mr. Pascal Vanderveeren, Brussels, Belgium

Mr. Pierre Viviani, Nice, France

Ms. Melanie Willems, London, United Kingdom